

ARRÊTÉ
DE FIN DE DETACHEMENT POUR EFFECTUER UN STAGE
DE M. OU M^{ME} [NOM PRENOM]
[GRADE]

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, (*Le cas échéant*)

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B,

Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi d'origine],

Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi de détachement],

Vu l'arrêté en date du [date] classant M. ou Mme [Nom, Prénom], [grade d'origine], [échelon d'origine] échelon, Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], avec une ancienneté de [ancienneté dans l'échelon],

Vu l'arrêté en date du [date] portant détachement pour effectuer un stage de M. ou Mme [Nom, Prénom] dans le grade de [grade],

Vu l'avis de la commission administrative paritaire de catégorie [A, B ou C] en date du [date],

ARRÊTE

Article 1 : Il est mis fin au détachement de M. ou Mme [Nom, Prénom] né(e) [nom de jeune fille] le [date de naissance] dans le grade de [grade] à compter du [date].

Article 2 : A cette date, M. ou Mme [Nom, Prénom] est réintégré(e) dans son grade d'origine de [grade] au [échelon] échelon, Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], avec une ancienneté de [ancienneté dans l'échelon],

Article 3 : Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]

Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date]

Signature de l'agent :